l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations n'est pas une question de parti, mais une question qui doit être examinée froidement et à tête reposée.

Le ministre a affirmé que le cabinet est unanime à penser que l'Allemagne doit entrer dans la Société des Nations si elle obtient d'être traitée en pays égal et si elle a acquis certains pouvoirs. Le gouvernement allemand a exprimé son opinion dans un mémorandum qui sera remis aux gouvernements siégeant dans le conseil de la Société des Nations. De la réponse qui sera faite dépendra l'issue de la conférence de Genève. Le ministre espère que cette attitude amènera l'Allemagne à collaborer avec la Société des Nations et à démentir l'information parue dans le Vorwärts, que l'Allemagne aurait posé sept conditions à sa demande d'admission.

EN ALLEMAGNE

La situation intérieure et le gouvernement du Reich

Dans l'important discours que M. Stresemann a prononcé hier devant l'assemblée du parti populiste à Berlin, le ministre, après avoir examiné les résultats de la conférence de Genève, s'est expliqué au sujet de la politique intérieure dans les termes suivants :

En politique intérieure, la question rémanente du cabinet passe au premier plan. La fraction du Reichstag du parti populiste a défini son point de vue dans la déclaration relative à la participation des nationalistes au pouvoir. Nous n'avons rien à voir avec le projet de formation d'un bloc bourgeois, mais nous nous sommes partis réunis ainsi : droite contre gauche, est poussée au noir.

Aux prix de grands sacrifices, les populistes ont collaboré naguères avec les socialistes. En Prusse et en Saxe, ils consentirent difficilement à répéter cette collaboration, en dépit de la pression que l'on exerce sur eux. Il faut reconnaître, d'autre part, que les revendications formulées aujourd'hui par les nationalistes sont beaucoup plus modestes que celles qu'ils avaient présentées tout d'abord, dans l'attente de leur victoire électorale.

Lors du vote du pacte de Londres, un accord a été conclu entre les partis soutenant le gouvernement et un grand nombre de membres du parti nationaliste du Reichstag. Le fait que le plan Dawes a été accepté par la majorité constituée désormais la base de la politique extérieure allemande. Si le parti allemand n'est pas résolu à se résoudre sur le terrain du fait accompli, il peut être question de lui le prétendant l'accession au pouvoir pour collaborer avec les représentants des autres tendances. Je n'hésite pas à dire que je considère cette collaboration comme désirable pour l'Allemagne en question, qui sont absolument faux et inventés de toutes pièces. Non seulement la situation de la « Banca romaneasca » n'est pas critique, mais, au contraire, elle est des plus prospères. Je tiens à rappeler ici à cette occasion les déclarations faites récemment par M. Vintila Bratianu, ministre des finances, et M. Tancu Constantin, ministre du commerce de Roumanie, lors de leur séjour à Paris, sur la situation économique et financière de notre pays.

DANS LE LEVANT

Le mouvement wahabite

On télégraphie de Caïre : Selon le correspondant à Alexandrie du journal *Mokattam*, le bruit court que la Mecque serait tombée entre les mains des Wahabites.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

EMPIRE BRITANNIQUE

Un discours de M. Mac Donald

On télégraphie de Londres : M. Mac Donald a prononcé samedi après-midi, à Derby, un discours à une réunion à laquelle assistaient environ 3,000 personnes. Le premier ministre a mis d'abord ses adversaires politiques à l'écart et a déclaré que le pays a souffert de quelque façon que ce soit depuis que le gouvernement travailliste est au pouvoir.

Nos adversaires, a-t-il dit, commencent à avoir peur, parce que nous n'avons pas ruiné le pays comme ils le prétendent.

Parlant de la question irlandaise, M. Mac Donald a adjuré les conservateurs, les libéraux et les autres partis de se mettre d'accord pour faire observer le traité solennel conclu avec l'Irlande du sud.

« Il nous faut, a-t-il ajouté, agir loyalement et avec franchise. »

Puis le premier ministre a abordé les problèmes actuellement débattus à Genève.

De grandes difficultés se présentent, a-t-il déclaré ; il y a la difficulté de la sécurité. Le militaire et la force ne garantissent pas la sécurité. L'Angleterre était demeurée éventuellement terrifiée quand on lui a demandé de signer le pacte de garantie qui est maintenant une chose obsolète. Ce qu'il faut faire, à présent, c'est de mettre la guerre hors la loi. Le but du gouvernement est la paix mondiale et le gouvernement ne peut pas se résoudre à la guerre.

En ce qui concerne la question de la sécurité, le gouvernement travailliste réussira finalement à établir des conditions telles que les hommes ne craignent plus la guerre.

Faisant plus spécialement allusion au pacte de garantie, M. Mac Donald a exprimé dans les termes suivants son opinion sur ce pacte : « C'est un pacte de garantie qui assure la sécurité de ses frontières, d'assurer cette sécurité avec votre police et avec votre armée ; vous avez le droit de le faire, vous devez le faire également si vous le pouvez. Car si vous ne le faites pas, vous assurez par la garantie d'un autre Etat, cette nation soit moins soignée de sa propre conduite et de ses relations avec ses voisins, pouvant se dire : « Cela n'est pas de notre affaire. » »

Cela n'est pas de notre affaire, a-t-il dit, de garantir de cette sorte ne peut jamais être donnée, sans à certaines conditions, et il n'existe aucune nation au monde qui se soumettrait à ces conditions nécessaires.

Finalement, M. Mac Donald a défendu les traités anglo-soviétiques conclus il y a quelques semaines.

Ces traités, a-t-il dit, ont donné à l'Angleterre de nombreux avantages et ont permis de maintenir la paix en Europe. M. Mac Donald a défendu les traités anglo-soviétiques conclus il y a quelques semaines.

Enfin, l'assemblée compte que les membres du cabinet de Berlin, en prenant la grave décision relative à l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, auront garanti les intérêts nationaux et économiques du peuple allemand.

En ouvrant la séance le conseiller Garnich avait déclaré qu'il briserait les cordons de la dévotion (avec les socialistes) en Prusse, même si l'on ne parvenait pas à faire entrer les nationalistes dans le gouvernement du Reich.

Manifestations républicaines à Mannheim

Mannheim a organisé samedi une « Journée républicaine », durant laquelle fut glorifiée la mémoire de Ludwig Frank, leader social-démocrate tombé pendant la guerre.

Au-dessus de tous les bâtiments publics, ainsi qu'aux fenêtres de nombreuses maisons, flottaient des drapeaux aux couleurs républicaines.

Dans l'après-midi, arrivèrent la fraction de l'Etat de Bade, Kohler, le général Deimling, le chancelier Wirth, l'ex-président du Reichstag Lohse et les députés Haas, Koroll et Goll.

À 20 heures, une retraite aux flambeaux parcourut les principales artères de la ville et, à 22 heures, un bal monstre fut organisé dans le Jardin des roses.

L'association de la « Bannière rouge », qui a fait afficher la proclamation suivante :

Nos amis sauront montrer aujourd'hui que la parole si souvent prononcée : « Nous avons une République, mais pas de républicains », a parti maintenant toute sa signification. La « Journée de Mannheim » nous a démontré que l'esprit républicain a déjà été des racines en Allemagne.

Les nationalistes extrémistes avaient tenté d'organiser une contre-manifestation devant le monument à Ludwig Frank, mais ils se sont abstenus, étant donné l'atmosphère énergique des républicains.

Un bagarre s'est produite à Altona, entre les membres de l'association nationaliste « Casque d'acier » et les partisans de la « Bannière rouge ».

Comme il fallait s'y attendre, les journaux nationalistes affirmèrent que la bagarre fut provoquée par les républicains.

DANS LE PROCHE-ORIENT

Mission navale anglaise à Athènes

On mande de Londres : On annonce que le gouvernement britannique, sur la proposition du gouvernement grec, a accepté d'envoyer à Athènes un amiral anglais qui sera chargé de réorganiser la marine, d'élaborer des plans de construction de navires de guerre et d'effectuer des achats de matériel.

Un démenti roumain

Des bruits ayant couru ces jours-ci sur une grave crise que traverseraient les grandes institutions de crédit de Roumanie, nous avons pris ces renseignements à la légation de Roumanie à ce sujet. M. Georges-René Stioesco, conseiller financier de la légation, nous a assuré qu'il n'y avait rien de tel. Il a déclaré catégoriquement ces bruits. Le prince Cantacuzène, chargé d'affaires, qui nous a reçu ensuite, nous a déclaré :

« Une feuille financière s'est fait l'écho d'un bruit venant de Vienne et de Berlin relatif à la situation de la « Banca romaneasca » et d'autres établissements financiers de Bucarest. »

« Or, je viens de recevoir des précisions qui me mettent en mesure d'indiquer un démenti formel à ces bruits en question, qui sont absolument faux et inventés de toutes pièces. Non seulement la situation de la « Banca romaneasca » n'est pas critique, mais, au contraire, elle est des plus prospères. Je tiens à rappeler ici à cette occasion les déclarations faites récemment par M. Vintila Bratianu, ministre des finances, et M. Tancu Constantin, ministre du commerce de Roumanie, lors de leur séjour à Paris, sur la situation économique et financière de notre pays. »

ITALIE

La situation intérieure

Notre correspondant particulier à Rome nous télégraphie :

Une décision a été prise à Genève entre l'ancien premier ministre Salandra et les députés Cacciari, Bisanti et Fosti di Talmiuna, libéraux de droite, qui se rallient au gouvernement. Ils ont engagé les autres fractions du parti à sortir de l'équivoque au prochain congrès libéral. Cette nouvelle produit une grande impression dans le parti libéral, qui perdait ainsi l'espoir de voir le Bloc de la majorité se fractionner.

Un autre fait politique important est l'accord conclu entre le centre national catholique et le parti des paysans qui soumettront un journalet quotidien dans la Haute-Italie. Cet accord est une grave échec pour le parti populaire, dont le chef est Luigi Sturzo.

Le canal Garibaldi, interrompé dans la pensée du pape, a été relâché et les lettres adressées aux évêques, reprenant la circulaire du 2 octobre 1923 sur la participation du clergé aux partis et aux complications politiques. La lettre ajoute que de sévères mesures seront prises contre les prêtres qui ne respecteront pas les dispositions établies par le droit canon, qui interdisent au clergé d'occuper des fonctions politiques.

Les accords commerciaux avec l'Allemagne

Sur l'initiative de la confédération générale de l'industrie, des réunions ont eu lieu pour examiner la situation italienne, en rapport avec les négociations qui seront entamées prochainement avec l'Allemagne pour la conclusion des accords commerciaux.

Au cours de ces réunions, il a été signalé que, dans l'intérêt du pays, l'agriculture et l'industrie italiennes doivent être également sauvegardées, et il a été décidé de poursuivre des études sur la question, pour garantir le front unique vis-à-vis des demandes allemandes.

La tempête et les inondations

On mande de Pallanza, par suite de la tempête, les communications ferroviaires sont interrompues. A Cannobio, deux maisons se sont effondrées sous la pression des alluvions. A Sora, la pluie a causé de graves dommages. Les eaux ont précipité dans le torrent. A Rieti, les pluies ont envahies par les eaux. Sur la route de Conigliano, quatre cents bœufs, surpris par l'ouragan, se sont précipités dans un ravin où elles ont été noyées.

RUSSIE

Les relations russo-turques

On mande de Moscou : L'agence télégraphique russe apprend de Rome que le général Primo de Rivera, ministre de la Guerre, a écrit un document remis par le gouvernement d'un Etat voisin de l'Union des républiques socialistes et soviétiques au gouvernement d'Ankara. Ce document représente le texte d'un prétendu accord secret, sollicité entre l'Union et l'Italie, en vue d'une agression commune contre la Turquie et d'un partage éventuel de ses possessions.

L'Union recevrait Constantinople et le littoral de l'Anatolie. Elle obtiendrait l'Asie-Mineure et le préjudice accordé prévoit également la collaboration militaire pour le cas où l'Union des républiques socialistes déciderait de provoquer une révolution dans les Balkans. Les milieux de Rome insistent sur le fait que le gouvernement turc a cru de bonne foi à ce document fantastique, ainsi que

doit être accordé à la Russie des Soviétiques, sans dépense en Angleterre. Le gouvernement ne demandera pas à la Chambre de lui signer un chèque en blanc. Si le Parlement ne veut pas du traité, il pourra voter contre le gouvernement, mais des élections générales suivraient.

Nous avons prêté à l'ancien gouvernement russe de grosses sommes, comme nous en avons prêté à la France et à la Belgique et à l'Italie. Mais j'ai refusé — pour des raisons sur lesquelles je ne peux pas m'étendre — d'ajouter un centime de plus à nos sommes. J'ai absolument refusé de discuter les dettes interalliées avec ces pays tant que certaines choses ne seront pas arrivées en Europe.

El maintenant on nous blâme parce que, désirant que notre politique concernant les dettes interalliées soit et reste consistante, et que, ne voulant pas être amenés à un certain règlement avec un pays avant de savoir quel effet ce règlement produira sur ceux à intervenir avec d'autres pays, nous avons ajourné cette question.

Le *Sunday Times*, commentant le discours du premier ministre, remarque que M. Mac Donald s'est efforcé de défendre le traité anglo-russe, mais qu'il n'y a pas réussi. L'accord intervenu avec les Soviétiques n'étant, selon ce journal, défendable que sous le rapport de la situation économique, il n'a point de valeur commerciale, ni au point de vue moral, ni au point de vue politique.

Dans son discours, ajoute ce journal, M. Mac Donald s'est appliqué à défendre sa thèse comme un homme conscient des défauts qu'elle comporte plutôt que de se mériter cette qualification.

Zaghoul pacha à Londres

On télégraphie de Londres : On annonce de sources anglaises autorisées qu'un certain Zaghoul pacha, ancien ministre égyptien, pendant la conversation que M. Mac Donald et Zaghoul pacha ont eue jeudi dernier, et qui a tout lieu d'espérer que des progrès considérables pourront être réalisés au cours du nouvel entretien des deux premiers ministres doivent avoir lieu prochain.

Zaghoul pacha, croit-on savoir, est hautement satisfait de l'accueil dont il a été l'objet de la part de M. Mac Donald.

On mande d'autre part de Caïre : Selon les nouvelles reçues, Zaghoul pacha aura télégraphié qu'il reviendra en Egypte dans trois semaines. Cela montre, dit le journal qui commente la nouvelle, que les pourparlers préliminaires de Londres sont encourageants.

CHINE

La guerre entre les provinces

On télégraphie de Pékin : Dans un manifeste, Ou Pei Fou, commandant en chef des troupes du gouvernement de Pékin, réclame qu'il protège les étrangers et, après avoir fait observer que l'objectif des troupes du gouvernement est de réprimer par la force la rébellion de Tchong Tso Lin, il définit sa façon d'interpréter l'expression « non intervention » dans le cas actuel.

D'après lui, cette expression doit signifier que nous ne devons pas intervenir dans les affaires actuelles, mais qu'il s'agit d'écarter les obstacles qui pourraient gêner les mouvements des troupes du gouvernement, car restreindre lesdits mouvements équivaudrait à aider les rebelles.

CHINE

Intérêts américains

On mande de Shanghai que des troupes chinoises ayant essayé d'occuper un terrain appartenant à la Standard Oil Co., un détachement d'infanterie de marine américaine a immédiatement débarqué pour protéger la concession qui se trouve pourtant en territoire chinois. Les soldats américains occupent maintenant le terrain en question.

NOUVELLES DIVERSES DE L'ÉTRANGER

EMPIRE BRITANNIQUE

Un discours de M. Mac Donald

On télégraphie de Londres : M. Mac Donald a prononcé samedi après-midi, à Derby, un discours à une réunion à laquelle assistaient environ 3,000 personnes. Le premier ministre a mis d'abord ses adversaires politiques à l'écart et a déclaré que le pays a souffert de quelque façon que ce soit depuis que le gouvernement travailliste est au pouvoir.

Nos adversaires, a-t-il dit, commencent à avoir peur, parce que nous n'avons pas ruiné le pays comme ils le prétendent.

Parlant de la question irlandaise, M. Mac Donald a adjuré les conservateurs, les libéraux et les autres partis de se mettre d'accord pour faire observer le traité solennel conclu avec l'Irlande du sud.

« Il nous faut, a-t-il ajouté, agir loyalement et avec franchise. »

Puis le premier ministre a abordé les problèmes actuellement débattus à Genève.

De grandes difficultés se présentent, a-t-il déclaré ; il y a la difficulté de la sécurité. Le militaire et la force ne garantissent pas la sécurité. L'Angleterre était demeurée éventuellement terrifiée quand on lui a demandé de signer le pacte de garantie qui est maintenant une chose obsolète. Ce qu'il faut faire, à présent, c'est de mettre la guerre hors la loi. Le but du gouvernement est la paix mondiale et le gouvernement ne peut pas se résoudre à la guerre.

En ce qui concerne la question de la sécurité, le gouvernement travailliste réussira finalement à établir des conditions telles que les hommes ne craignent plus la guerre.

Faisant plus spécialement allusion au pacte de garantie, M. Mac Donald a exprimé dans les termes suivants son opinion sur ce pacte : « C'est un pacte de garantie qui assure la sécurité de ses frontières, d'assurer cette sécurité avec votre police et avec votre armée ; vous avez le droit de le faire, vous devez le faire également si vous le pouvez. Car si vous ne le faites pas, vous assurez par la garantie d'un autre Etat, cette nation soit moins soignée de sa propre conduite et de ses relations avec ses voisins, pouvant se dire : « Cela n'est pas de notre affaire. » »

Cela n'est pas de notre affaire, a-t-il dit, de garantir de cette sorte ne peut jamais être donnée, sans à certaines conditions, et il n'existe aucune nation au monde qui se soumettrait à ces conditions nécessaires.

Finalement, M. Mac Donald a défendu les traités anglo-soviétiques conclus il y a quelques semaines.

Ces traités, a-t-il dit, ont donné à l'Angleterre de nombreux avantages et ont permis de maintenir la paix en Europe. M. Mac Donald a défendu les traités anglo-soviétiques conclus il y a quelques semaines.

Enfin, l'assemblée compte que les membres du cabinet de Berlin, en prenant la grave décision relative à l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, auront garanti les intérêts nationaux et économiques du peuple allemand.

En ouvrant la séance le conseiller Garnich avait déclaré qu'il briserait les cordons de la dévotion (avec les socialistes) en Prusse, même si l'on ne parvenait pas à faire entrer les nationalistes dans le gouvernement du Reich.

Manifestations républicaines à Mannheim

Mannheim a organisé samedi une « Journée républicaine », durant laquelle fut glorifiée la mémoire de Ludwig Frank, leader social-démocrate tombé pendant la guerre.

Au-dessus de tous les bâtiments publics, ainsi qu'aux fenêtres de nombreuses maisons, flottaient des drapeaux aux couleurs républicaines.

Dans l'après-midi, arrivèrent la fraction de l'Etat de Bade, Kohler, le général Deimling, le chancelier Wirth, l'ex-président du Reichstag Lohse et les députés Haas, Koroll et Goll.

À 20 heures, une retraite aux flambeaux parcourut les principales artères de la ville et, à 22 heures, un bal monstre fut organisé dans le Jardin des roses.

L'association de la « Bannière rouge », qui a fait afficher la proclamation suivante :

Nos amis sauront montrer aujourd'hui que la parole si souvent prononcée : « Nous avons une République, mais pas de républicains », a parti maintenant toute sa signification. La « Journée de Mannheim » nous a démontré que l'esprit républicain a déjà été des racines en Allemagne.

Les nationalistes extrémistes avaient tenté d'organiser une contre-manifestation devant le monument à Ludwig Frank, mais ils se sont abstenus, étant donné l'atmosphère énergique des républicains.

Un bagarre s'est produite à Altona, entre les membres de l'association nationaliste « Casque d'acier » et les partisans de la « Bannière rouge ».

Comme il fallait s'y attendre, les journaux nationalistes affirmèrent que la bagarre fut provoquée par les républicains.

DANS LE PROCHE-ORIENT

Mission navale anglaise à Athènes

On mande de Londres : On annonce que le gouvernement britannique, sur la proposition du gouvernement grec, a accepté d'envoyer à Athènes un amiral anglais qui sera chargé de réorganiser la marine, d'élaborer des plans de construction de navires de guerre et d'effectuer des achats de matériel.

Un démenti roumain

Des bruits ayant couru ces jours-ci sur une grave crise que traverseraient les grandes institutions de crédit de Roumanie, nous avons pris ces renseignements à la légation de Roumanie à ce sujet. M. Georges-René Stioesco, conseiller financier de la légation, nous a assuré qu'il n'y avait rien de tel. Il a déclaré catégoriquement ces bruits. Le prince Cantacuzène, chargé d'affaires, qui nous a reçu ensuite, nous a déclaré :

« Une feuille financière s'est fait l'écho d'un bruit venant de Vienne et de Berlin relatif à la situation de la « Banca romaneasca » et d'autres établissements financiers de Bucarest. »

« Or, je viens de recevoir des précisions qui me mettent en mesure d'indiquer un démenti formel à ces bruits en question, qui sont absolument faux et inventés de toutes pièces. Non seulement la situation de la « Banca romaneasca » n'est pas critique, mais, au contraire, elle est des plus prospères. Je tiens à rappeler ici à cette occasion les déclarations faites récemment par M. Vintila Bratianu, ministre des finances, et M. Tancu Constantin, ministre du commerce de Roumanie, lors de leur séjour à Paris, sur la situation économique et financière de notre pays. »

ITALIE

La situation intérieure

Notre correspondant particulier à Rome nous télégraphie :

Une décision a été prise à Genève entre l'ancien premier ministre Salandra et les députés Cacciari, Bisanti et Fosti di Talmiuna, libéraux de droite, qui se rallient au gouvernement. Ils ont engagé les autres fractions du parti à sortir de l'équivoque au prochain congrès libéral. Cette nouvelle produit une grande impression dans le parti libéral, qui perdait ainsi l'espoir de voir le Bloc de la majorité se fractionner.

Un autre fait politique important est l'accord conclu entre le centre national catholique et le parti des paysans qui soumettront un journalet quotidien dans la Haute-Italie. Cet accord est une grave échec pour le parti populaire, dont le chef est Luigi Sturzo.

Le canal Garibaldi, interrompé dans la pensée du pape, a été relâché et les lettres adressées aux évêques, reprenant la circulaire du 2 octobre 1923 sur la participation du clergé aux partis et aux complications politiques. La lettre ajoute que de sévères mesures seront prises contre les prêtres qui ne respecteront pas les dispositions établies par le droit canon, qui interdisent au clergé d'occuper des fonctions politiques.

Les accords commerciaux avec l'Allemagne

Sur l'initiative de la confédération générale de l'industrie, des réunions ont eu lieu pour examiner la situation italienne, en rapport avec les négociations qui seront entamées prochainement avec l'Allemagne pour la conclusion des accords commerciaux.

Au cours de ces réunions, il a été signalé que, dans l'intérêt du pays, l'agriculture et l'industrie italiennes doivent être également sauvegardées, et il a été décidé de poursuivre des études sur la question, pour garantir le front unique vis-à-vis des demandes allemandes.

La tempête et les inondations

On mande de Pallanza, par suite de la tempête, les communications ferroviaires sont interrompues. A Cannobio, deux maisons se sont effondrées sous la pression des alluvions. A Sora, la pluie a causé de graves dommages. Les eaux ont précipité dans le torrent. A Rieti, les pluies ont envahies par les eaux. Sur la route de Conigliano, quatre cents bœufs, surpris par l'ouragan, se sont précipités dans un ravin où elles ont été noyées.

RUSSIE

Les relations russo-turques

On mande de Moscou : L'agence télégraphique russe apprend de Rome que le général Primo de Rivera, ministre de la Guerre, a écrit un document remis par le gouvernement d'un Etat voisin de l'Union des républiques socialistes et soviétiques au gouvernement d'Ankara. Ce document représente le texte d'un prétendu accord secret, sollicité entre l'Union et l'Italie, en vue d'une agression commune contre la Turquie et d'un partage éventuel de ses possessions.

L'Union recevrait Constantinople et le littoral de l'Anatolie. Elle obtiendrait l'Asie-Mineure et le préjudice accordé prévoit également la collaboration militaire pour le cas où l'Union des républiques socialistes déciderait de provoquer une révolution dans les Balkans. Les milieux de Rome insistent sur le fait que le gouvernement turc a cru de bonne foi à ce document fantastique, ainsi que

le prouve l'agitation récente de la presse turque contre l'Italie et sa position actuelle en relation avec l'aventure mencheviste de Géorgie.

L'agence télégraphique russe est autorisée à confirmer la fausseté absolue de ce document. Elle a été envoyée au gouvernement soviétique par l'élémentaire de la politique du gouvernement soviétique en particulier à l'égard des pays d'Orient.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Interview du ministre de la défense nationale

On télégraphie de Prague : M. Udrzal, ministre de la défense nationale, a déclaré à la presse qu'il est allé en France uniquement en voyage d'études, et surtout pour les questions qui intéressent l'aviation. Le ministre a constaté la supériorité du corps de l'aviation française, mais il lui est apparu que cette supériorité n'est pas du domaine de l'industrie, elle tient surtout au nombre de pilotes excellents. A cet égard, l'aviation tchécoslovaque aura beaucoup à apprendre des aviateurs français.

M. Udrzal a ajouté que les manœuvres auxquelles il a pris part à la région de Châlons l'ont confirmé dans son opinion que la Tchécoslovaquie a été sage en adoptant pour son armée les doctrines françaises. Il a terminé en racontant sa visite aux champs d'aviation de Verdun, où il a encouragé les journalistes à faire ce pèlerinage émouvant.

CHINE

La guerre entre les provinces

On télégraphie de Pékin : Dans un manifeste, Ou Pei Fou, commandant en chef des troupes du gouvernement de Pékin, réclame qu'il protège les étrangers et, après avoir fait observer que l'objectif des troupes du gouvernement est de réprimer par la force la rébellion de Tchong Tso Lin, il définit sa façon d'interpréter l'expression « non intervention » dans le cas actuel.

D'après lui, cette expression doit signifier que nous ne devons pas intervenir dans les affaires actuelles, mais qu'il s'agit d'écarter les obstacles qui pourraient gêner les mouvements des troupes du gouvernement, car restreindre lesdits mouvements équivaudrait à aider les rebelles.

CHINE

Intérêts américains

On mande de Shanghai que des troupes chinoises ayant essayé d'occuper un terrain appartenant à la Standard Oil Co., un détachement d'infanterie de marine américaine a immédiatement débarqué pour protéger la concession qui se trouve pourtant en territoire chinois. Les soldats américains occupent maintenant le terrain en question.

NOUVELLES DIVERSES DE L'ÉTRANGER

EMPIRE BRITANNIQUE

Un discours de M. Mac Donald

On télégraphie de Londres : M. Mac Donald a prononcé samedi après-midi, à Derby, un discours à une réunion à laquelle assistaient environ 3,000 personnes. Le premier ministre a mis d'abord ses adversaires politiques à l'écart et a déclaré que le pays a souffert de quelque façon que ce soit depuis que le gouvernement travailliste est au pouvoir.

Nos adversaires, a-t-il dit, commencent à avoir peur, parce que nous n'avons pas ruiné le pays comme ils le prétendent.

Parlant de la question irlandaise, M. Mac Donald a adjuré les conservateurs, les libéraux et les autres partis de se mettre d'accord pour faire observer le traité solennel conclu avec l'Irlande du sud.

« Il nous faut, a-t-il ajouté, agir loyalement et avec franchise. »

Puis le premier ministre a abordé les problèmes actuellement débattus à Genève.

De grandes difficultés se présentent, a-t-il déclaré ; il y a la difficulté de la sécurité. Le militaire et la force ne garantissent pas la sécurité. L'Angleterre était demeurée éventuellement terrifiée quand on lui a demandé de signer le pacte de garantie qui est maintenant une chose obsolète. Ce qu'il faut faire, à présent, c'est de mettre la guerre hors la loi. Le but du gouvernement est la paix mondiale et le gouvernement ne peut pas se résoudre à la guerre.

En ce qui concerne la question de la sécurité, le gouvernement travailliste réussira finalement à établir des conditions telles que les hommes ne craignent plus la guerre.

Faisant plus spécialement allusion au pacte de garantie, M. Mac Donald a exprimé dans les termes suivants son opinion sur ce pacte : « C'est un pacte de garantie qui assure la sécurité de ses frontières, d'assurer cette sécurité avec votre police et avec votre armée ; vous avez le droit de le faire, vous devez le faire également si vous le pouvez. Car si vous ne le faites pas, vous assurez par la garantie d'un autre Etat, cette nation soit moins soignée de sa propre conduite et de ses relations avec ses voisins, pouvant se dire : « Cela n'est pas de notre affaire. » »

Cela n'est pas de notre affaire, a-t-il dit, de garantir de cette sorte ne peut jamais être donnée, sans à certaines conditions, et il n'existe aucune nation au monde qui se soumettrait à ces conditions nécessaires.

Finalement, M. Mac Donald a défendu les traités anglo-soviétiques conclus il y a quelques semaines.

Ces traités, a-t-il dit, ont donné à l'Angleterre de nombreux avantages et ont permis de maintenir la paix en Europe. M. Mac Donald a défendu les traités anglo-soviétiques conclus il y a quelques semaines.

Enfin, l'assemblée compte que les membres du cabinet de Berlin, en prenant la grave décision relative à l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, auront garanti les intérêts nationaux et économiques du peuple allemand.

En ouvrant la séance le conseiller Garnich avait déclaré qu'il briserait les cordons de la dévotion (avec les socialistes) en Prusse, même si l'on ne parvenait pas à faire entrer les nationalistes dans le gouvernement du Reich.

Manifestations républicaines à Mannheim